**Ajournement**

Et les spectateurs quittèrent l'arène en riant et en s'interrogeant. Il y avait dans ce spectacle de quoi divertir et distraire, mais aussi de quoi susciter les questions et nourrir l'attente : allusions à la démission suivies de déclarations ouvertes, empressement vers la démission puis recul, insistance sur la démission puis hésitation, recours à la maladie et aux médecins, avant un revirement complet et un retour tranquille au fauteuil ministériel comme s'il n'y avait jamais eu ni allusion ni déclaration, ni avancée ni recul, ni défi ni résistance, ni résolution ni hésitation — comme si les choses continuaient exactement telles qu'elles étaient lorsque le président du Conseil partit, décidé à gouverner absent comme présent, malade comme bien portant. Tout cela amusa les spectateurs et occupa leurs pensées. Et tout cela les poussa à se demander : le rideau est-il tombé sur le dernier acte ? Ou bien se lèvera-t-il encore sur un autre acte, une autre histoire ? Et cette attente sera-t-elle longue ou brève ? Peu importe le nombre de suppléments que publie le journal du gouvernement dans l'obscurité de la nuit, peu importe combien les langues des ministres se délient après avoir été silencieuses, peu importe l'ardeur avec laquelle elles parlent désormais, il demeure dans l'air des nuages épais qui s'entassent les uns sur les autres et se suivent sans cesse. Tous semblent crier aux spectateurs : « Ne vous dispersez pas ! Derrière le rideau il reste encore quelque chose, et le moment où le rideau se relèvera n'est pas loin. » Et ces nuages ne viennent pas d'une seule direction. Ils viennent de partout : d'au-delà de la mer, où l'on transfère un représentant et où l'on envoie un autre ; du nord de l'Égypte, où le désaccord succède à l'entente, où les intrigues guettent les occasions ; de toute l'Égypte, où les âmes étouffent et les cœurs atteignent les limites de l'angoisse ; de la France et de l'Italie enfin, qui exigent que les dettes et leurs intérêts soient payés en or plutôt qu'en papier-monnaie. Tous ces nuages s'amoncellent et semblent crier aux spectateurs : « Attendez ! Derrière le rideau il y a encore quelque chose de nouveau. » Et ils crient aussi au président du Conseil : « Tu as tenu au pouvoir après avoir feint d'y renoncer. Alors gouverne donc, si tu es courageux ! Résous les problèmes, porte les charges et affronte les dangers comme tu prétendais le faire autrefois. » Le peuple attendra, le président du Conseil avancera, et le peuple découvrira que son attente ne sera pas longue. Le président du Conseil découvrira lui aussi que son avancée n'ira pas bien loin. Il comprendra que les affaires lui ont échappé au point qu'aucun homme ne pourra désormais les reprendre en main sans posséder une force, une patience et une capacité politique qu'il ne possède pas lui-même. Hier, Al-Ahram nous rapporta une histoire qui nous étonna profondément et que nous refusâmes d'abord de croire. Nous attendîmes un démenti clair dans l'édition du soir, mais aucun démenti ne vint. Nous avons alors dit que si cette nouvelle n'était pas effacée par une réfutation explicite, la démission du ministère deviendrait inévitable. Or jusqu'à présent cette nouvelle n'a pas été démentie. Le journal du gouvernement l'a seulement rejetée timidement et avec embarras. Le président du Conseil n'a pas démissionné ; il a seulement annoncé qu'il renonçait à

démissionner. Pourtant, si quelqu'un vous affirme que la crise est terminée, que tout est désormais stable autour du ministère et que les choses vont reprendre leur cours normal, ne le croyez pas. Soyez certain qu'il trompe les autres ou se trompe lui-même. Car les choses ont leur propre logique. Les circonstances politiques et les situations passagères peuvent la troubler un temps, mais à la fin elle triomphe toujours. Et cette logique interdit que des ministres démissionnaires désignent leurs successeurs avant consultation, ou proposent les noms de ceux qui hériteront du pouvoir après eux, ou partagent entre eux les affaires de l'État en gardant une moitié pour eux-mêmes et en abandonnant l'autre à leurs favoris. Ou bien le récit confirmé par Al-Ahram est vrai — et alors sa conséquence inévitable sera la démission du président du Conseil demain ou après-demain — ou bien ce récit est inventé et mensonger, auquel cas il faut le démentir fermement et publiquement, et Al-Ahram devra porter la responsabilité d'avoir publié des choses qui sèment le doute là où aucun doute ne devrait exister. Le silence du président du Conseil devant cette affaire, ainsi que la manière timide dont son journal l'a démentie, indiquent fortement qu'Al-Ahram avait longuement réfléchi avant de publier ce qu'elle a répandu parmi le public. Et maintenant on affirme que le ministère actuel demeurera en place sans modification ni changement. Quant à nous, nous disons que sa survie sera brève — peut-être bien plus brève que ne l'imaginent ses partisans et ses alliés. Mais puisque le président du Conseil a annoncé son intention de rester au pouvoir, le peuple a le droit de lui demander ce qu'il doit demander, et il y a beaucoup à demander, et rapidement. Car ce ministre de l'Intérieur est totalement incapable de maintenir la sécurité et l'ordre public, soit parce qu'il est malade depuis trop longtemps, soit parce qu'assurer la sécurité exige des qualités qu'il ne possède pas. Le président du Conseil sait peut-être que pendant qu'il avançait puis reculait, tendant une main vers la démission avant de la retirer, apparaissant tantôt décidé à partir, tantôt décidé à rester, la sécurité publique se dégradait dangereusement. Peut-être sait-il déjà que le vendredi même où il renonça à démissionner, deux événements graves se produisirent — événements bien plus importants que sa présence ou son absence du pouvoir. Le premier eut lieu dans la région d'al-Saff près du Caire, où quatre Égyptiens furent tués et plus de vingt blessés. Le second se produisit en Haute-Égypte, près de Louxor, là où se dressent les temples et les monuments des Pharaons et où affluent les étrangers venus admirer les antiquités. Deux villages s'y affrontèrent violemment dans un marché, provoquant une véritable bataille. Les journaux de ce matin parlent déjà de vingt-cinq morts parmi les Égyptiens, dont certains chargés de maintenir l'ordre, tandis que le nombre des blessés reste inconnu. Que le président du Conseil interroge donc sa conscience : cela mérite-t-il attention ou non ? Qu'il se demande ce qui importe davantage à l'Égypte : ces manœuvres politiques conduites derrière des rideaux et dont le peuple ignore les secrets, ou bien ce sang égyptien répandu au grand jour, cette main noire de la mort qui a fauché vingt-neuf Égyptiens en une seule journée ? Il doit y avoir dans tout cela une sagesse divine qui dépasse l'intelligence des hommes : tandis que certains intriguent à Alexandrie pour conserver le pouvoir ou y renoncer, d'autres hommes

s’entre-tuent et se font boire les coupes de la mort. Nous demandons au président du Conseil de se demander ce qui est le plus utile à l’Égypte : que le sang demeure dans les veines des hommes et que la vie donnée par Dieu soit préservée, ou qu’un ministère incapable de protéger les Égyptiens les uns des autres reste au pouvoir ? Le président du Conseil a déclaré qu’il restait au pouvoir pour le bien de l’Égypte et qu’il sacrifiait sa santé à cette fin. Très bien alors : qu’il regarde ce sang répandu et qu’il l’arrête ; qu’il regarde ces vies détruites et qu’il les protège ; qu’il prouve qu’il reste réellement au pouvoir parce qu’il est capable de gouverner. Car le pouvoir n’est pas une fin en soi et ne doit jamais le devenir. La nation ne se réjouit pas simplement de voir le président du Conseil rester au pouvoir. Ce qu’elle exige de lui — puisqu’il s’impose à elle — est seulement ce que tout gouvernement doit à son peuple : préserver ses vies et ses biens et le protéger contre les violences et les abus. Nous espérons que le président du Conseil possède encore assez de santé, de vigueur et de capacité pour préserver la sécurité et protéger la nation contre la mort et la destruction durant les quelques jours où son ministère continuera de monopoliser le pouvoir et de diriger les affaires du pays.